

18 mai : Gripen, ou comment le Parlement force la main du Conseil fédéral.

Il faut aux avions militaires moins d'un quart d'heure pour traverser la Suisse. C'est dire que vouloir parler de sécurité en toute souveraineté, sans collaboration avec les voisins directs est une utopie de nationalistes qui refusent de voir la réalité du 21^e siècle en face.

Le gouvernement a très judicieusement présenté un plan pour les dépenses militaires, et partant pour les achats d'avions en remplacement des Tiger sur le long terme, en spécifiant que les FA-18 étaient suffisants et rempliraient leur rôle de protection de l'air jusqu'en 2030. Les dépenses annuelles de l'armée étaient alors estimées par le Conseil fédéral à 4,7 milliards par année pour les prochains budgets. C'était sans compter avec les milieux proches de l'armée et de son industrie... Ils se sont rapidement mobilisés pour influencer les parlementaires et augmenter le budget militaire en trouvant l'astuce de la création d'un fond pour l'achat des Gripen. La majorité des Chambres a donc, contre l'avis du Conseil fédéral, voulu sauver le joujou de la hiérarchie de l'armée et des pilotes militaires. Même si au final le joujou en question n'est pas celui qu'ils auraient souhaité au départ, tous se sont rangés derrière ce « second » choix.

Les arguments des achats compensatoires faits à l'économie suisse rendent aussi les fous joyeux, comme lors des deux derniers achats d'avions militaires. On occulte juste, dans ces milieux, que la réalité a été à chaque fois bien en-deçà des promesses, avec un taux de 40% de commandes réalisées au final...

L'achat de nouveaux avions de combat va coûter des milliards aux contribuables helvétiques : plus de trois milliards pour la seule acquisition des appareils auxquels il faut - évidemment - rajouter les coûts de maintenance, d'entretien et d'exploitation. Des millions supplémentaires seront nécessaires pour la rénovation des installations et l'achat de nouvelles armes et technologies. Au total, sur la durée de l'exploitation de ces 22 avions, la facture se situera aux alentours de 10 milliards de francs. De l'argent qui serait certainement mieux investi dans la formation, les transports publics ou dans l'AVS. C'est que l'addition des différents programmes d'économies et autres hausses d'impôts risque de correspondre plus ou moins au montant nécessaire à l'armée pour acquérir ces nouveaux avions.

A ce jour, le Gripen E n'est qu'une hypothèse. Des douzaines de ses composants doivent encore être développés. La Suisse doit cependant avancer 40% du prix d'achat sans garantie que ces nouveaux appareils ne voient le jour. Malgré les renégociations et les heures d'audition devant la Commission de politique de sécurité, on ne sait toujours pas ce qui pourrait se passer si les 22 avions de combats de type Gripen E n'étaient pas livrés dans les délais promis. Ce risque, ce sont les contribuables suisses qui le supportent. Par ailleurs, l'évaluation du DDPS a conclu que le Gripen était moins performant que les F/A-18 dont dispose aujourd'hui l'armée suisse – et ce même si les améliorations promises y sont apportées.

Même sans nouveaux avions de combat, l'armée de l'air helvétique est très bien équipée

Notre espace aérien est efficacement protégé : en comparaison internationale, l'armée de l'air helvétique est très bien équipée, même en prenant en compte la mise à la retraite de 54 Tiger F-5. Les 32 F/A-18 qu'elle possède suffisent ainsi amplement à remplir ses tâches de police aérienne, au moins jusqu'en 2030, d'autant plus que nous sommes entourés de pays amis. De plus, cette flotte de F/A-18 vient d'être modernisée pour un montant de plus de 400 millions de francs. Selon le dernier

rapport sur l'armée, notre espace aérien est efficacement protégé, même sans 22 Gripen qui représentent donc un investissement totalement superflu.

J'ai participé à la commission des finances du Conseil national durant deux ans : aucune dépense prévue sur plusieurs années n'est taboue au moment de l'étude du budget. Si la création du Fonds pour l'achat des Gripen devait être refusée par le peuple, il est faux de prétendre que cet argent serait automatiquement alloué à l'armée. Ceci d'autant plus que le Parlement attend toujours du Ministre de la défense un rapport plus global pour assurer l'ensemble de la sécurité de la Suisse. Et cette sécurité nationale doit prendre en compte d'autres éléments autrement plus problématiques, tels la cyber-sécurité, le risque terroriste sur les infrastructures, l'approvisionnement énergétique, les risques liés aux changements climatiques, et j'en passe.

A ce jour, le DDPS n'a tout simplement pas pu fournir de réponses claires à ces multiples questions fondamentales, ni aux questions des citoyen-ne-s : dix milliards, n'est-ce pas trop cher juste pour des avions ? Ces impôts ne pourraient-ils pas être investis de façon plus judicieuse ? L'entreprise Saab livrera-t-elle l'avion attendu, qui n'existe actuellement que sous forme de prototype ?

Quiconque aurait des doutes concernant les réponses à ces questions ouvertes peut simplement régler le problème en glissant un NON dans l'urne le 18 mai. Ce NON n'est pas dirigé contre l'armée, mais contre une dépense qui n'est pas adéquate pour assurer la sécurité du pays.

Josiane Aubert, conseillère nationale